

# ENTRÉE

GRATUIT

# LIBRE

depuis 1986

Journal communautaire de Sherbrooke  
JANVIER 2006 • Vol. 21 • No. 1 • 113<sup>e</sup> numéro

**Élections fédérales : à nous d'y voir !** (page 2)

**Dossier international : p. 3 à 7** (page 3)

**Sondage BBM : gains en région** (page 7)

**Contester à l'assurance-chômage** (page 8)

## La dette des pays pauvres : un fléau pour l'humanité

PAR JEAN LACHARITÉ • PRÉSIDENT DE LA CSN-ESTRIE  
PAR MARCO LABRIE • DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CSI  
POUR LA COALITION ESTRIENNE POUR UN MONDE SANS PAUVRETÉ

On parle beaucoup ces temps-ci, avec raison d'ailleurs, des effets dévastateurs des ouragans qui se sont abattus sur des pays pauvres et sur le sud des États-Unis.

Sans vouloir en minimiser la portée, force est d'admettre qu'un cataclysme encore pire pour l'humanité perdure depuis plus d'un quart de siècle : la dette des pays pauvres. En effet, celle-ci a plus que quadruplé de 1980 à 2001, passant de 560 milliards \$ US à 2 450 milliards \$ US.

*À toutes les trois secondes écoulées, un enfant meurt des conséquences de cette pauvreté extrême.*

Une situation désastreuse, parce qu'elle affecte les pays étranglés par une pauvreté extrême, près de 3 milliards d'humains (près de la moitié de l'humanité) devant se contenter de survivre avec moins de 2 \$ US. À toutes les trois secondes écoulées, un enfant meurt des conséquences de cette pauvreté extrême.

Devant cet état de faits, les organismes multilatéraux (Banque mondiale, Fonds monétaire international) n'ont fait qu'aggraver le problème avec leurs programmes d'ajustement structurel imposés aux pays pauvres afin qu'ils puissent honorer le service de la

dette. Ces programmes forcent ces pays à dévaluer leur monnaie, à hausser les taux d'intérêts pour attirer des investissements étrangers, à privatiser les services publics, à diminuer radicalement les dépenses publiques en santé et en éducation, à favoriser les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, etc.

Pour des habitants vivant déjà dans une extrême pauvreté, le résultat de ces mesures s'est avéré catastrophique. Des écoles et des hôpitaux publics ont dû fermer leurs portes, les privatisations ont fait en sorte que l'eau et l'électricité coûtent plus cher et le pouvoir d'achat de la masse a chuté de façon drastique tandis que les investisseurs étrangers et une infime minorité des élites locales ont continué de s'enrichir.

On fait ainsi face à un fléau qui, heureusement, a été dénoncé par de nombreux groupes progressistes, tant au Sud qu'au Nord. Ce qui a forcé les pays du G-8 à faire un premier pas, lors du sommet de l'été dernier, en annulant 40 milliards \$ US de dettes externes des 18 pays les plus pauvres de la planète. Geste toutefois insuffisant quand on sait qu'une quarantaine d'autres pays auraient

besoin d'une telle mesure pour leur permettre d'assurer leur développement... les pays du Sud n'en méritent pas moins.

*L'aide publique au développement : un devoir d'humanité*

En septembre 2000, 191 pays ont adopté la Déclaration du millénaire des Nations Unies d'où sont issus les Objectifs de développement du millénaire (ODM). Ces objectifs se concentrent sur la réduction de moitié de l'extrême pauvreté, la santé, l'éducation, l'égalité entre les sexes et l'environnement. L'atteinte de ces objectifs a été fixée sur un horizon de 15 ans, soit d'ici 2015. Le Canada a adhéré aux objectifs du millénaire et réitère cet appui dans son

*Énoncé de politique internationale du Canada – Fierté et influence : notre rôle dans le monde*, publié en avril 2005. Dans ce dernier, le Canada s'engage à concourir de façon tangible et durable à la réalisation des ODM.

Cependant, la communauté des organismes non gouvernementaux (ONG) estime pour que le Canada atteigne les objectifs qu'il s'est fixés dans le cadre des ODM, qu'il devrait augmenter substantiellement son programme d'aide publique au développement (APD). Dans le cadre de la campagne *Un monde sans pauvreté : Agissons !* les organisations de la société civile québécoise demandent au gouvernement canadien de prendre les mesures suivantes afin de répondre aux objectifs qu'il s'est lui-même fixés : atteindre

d'ici 2015 l'objectif de 0,7 % du PNB en fixant un échéancier qui prévoit une hausse de l'APD canadienne pour les prochaines années ; adopter une loi faisant de l'élimination de la pauvreté la finalité de l'aide internationale du Canada.

L'ancien premier ministre Paul Martin avait refusé de fixer un échéancier précis afin d'atteindre l'objectif du 0,7 % du PNB et ne voulait pas s'engager à faire de l'élimination de la pauvreté la finalité du programme d'aide du Canada. Et pourtant, faut-il le rappeler, augmenter le budget de l'APD signifie concrètement de participer à la réduction de la mortalité infantile, favoriser l'éducation des enfants et accroître le niveau de santé des plus pauvres de notre planète. Il s'agit, en fait, d'un devoir d'humanité.



Dessin : Archives

Carrefour de   
**Solidarité**  
INTERNATIONALE

Ce numéro est rendu possible grâce à la collaboration du  
**Carrefour de solidarité internationale**



# ÉDITORIAL

## Élections fédérales

### À nous d'y voir !!!

Voilà c'est fait ! Nous avons un gouvernement conservateur minoritaire au Parlement canadien. Évidemment, nous pourrions nous lancer dans de savantes analyses sur le pourquoi de ce choix des électeurs et électrices, particulièrement en ce qui concerne certains « phénomènes » régionaux : élection d'un indépendant au Québec, balayage conservateur dans la région de Québec, absence de représentation du parti élu dans les trois plus grandes villes au Canada, etc. Cependant, nous désirons nous concentrer davantage sur les impacts potentiels de l'application de certaines orientations contenues dans le programme du Parti conservateur...

### Un peu plus à droite...

Nous considérons que le Parti libéral du Canada avait, en général, une orientation de droite (ou communément appelée ces dernières années le néolibéralisme), c'est-à-dire, une orientation qui favorisait le libre marché, la classe la plus riche, un désengagement social de l'État, etc. Le Parti conservateur veut nous amener encore un peu plus à droite. Son programme est basé essentiellement sur une restriction du pouvoir de l'État et des politiques favorisant l'individualisme au détriment du bien commun. Nous pourrions aussi invoquer plusieurs autres questions qui risquent de nous faire reculer comme société : mariage gai, droit à l'avortement, contrôle des armes à feu, garderies, etc.

Un des piliers importants de cette orientation néolibérale est sans nul doute ses éléments de programme concernant la fiscalité : réduction de l'impôt des grandes entreprises (de 21 % à 19 %), aucun d'impôt sur les premiers 500 000 \$ de gains en capital des exploitations de pêche et d'agriculture, réduction des dépenses de l'État (sauf pour la sécurité nationale et l'armée), etc. Et le parti de Stephen Harper va-t-il vraiment respecter ses promesses sur le déséquilibre fiscal ?

### Et la politique extérieure...

Un des éléments inquiétants de l'élection de ce parti est sans nul doute son orientation pro-étasunienne et pro-guerre. Sa volonté de faire voter un appui du Canada au bouclier anti-missiles des USA, son fort penchant pour l'agression armée contre l'Irak, etc. ne peut que nous interroger sur notre « indépendance » nationale (canadienne) par rapport aux USA...

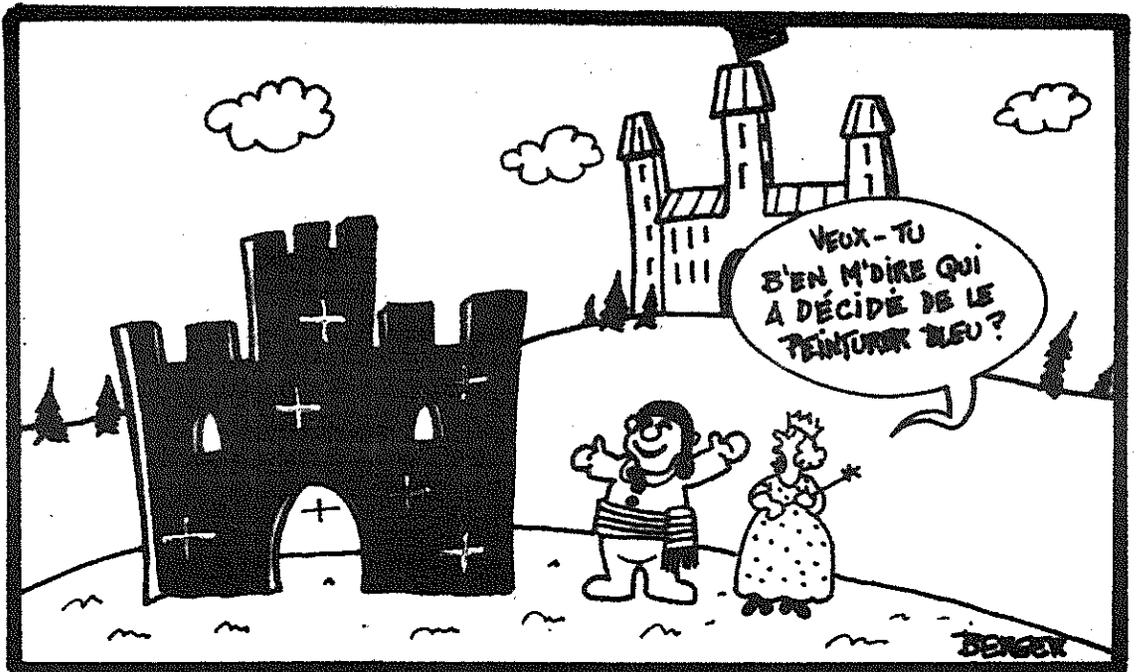
Bien entendu, sur l'ensemble des questions, le gouvernement conservateur sera limité dans les politiques et lois qu'il pourra voter puisque celui-ci est minoritaire. Il devra donc composer avec les partis d'opposition et l'application de son programme sera sans doute limitée. Cependant, ne perdons pas de vue que les orientations fondamentales du PC et du PLC sont les mêmes : l'application du néolibéralisme à la réalité canadienne... Malgré leur couverture/couleur nationaliste, plusieurs députés du Bloc partagent ces orientations !

### La nécessaire lutte sociale !

Bien que les partis politiques peuvent jouer un rôle important à la Chambre des communes, nous réitérons la nécessité de la lutte quotidienne que livrent des centaines et des milliers de personnes, et ce, sous diverses formes : pétition, manifestation, occupation, *lobbying*, etc. La mobilisation contre l'agression armée en Irak en est un bon exemple. De plus, rappelons que la quasi-totalité des politiques sociales importantes ont été gagnées par de dures luttes sociales. Les pressions « de la rue » peuvent donner des résultats.

**ENTRÉE LIBRE** en appelle donc à la vigilance des citoyens et citoyennes par rapport aux gouvernements en place (tant fédéral que provincial) et à la mobilisation incontournable si nous voulons obtenir une société basée sur davantage de justice sociale !

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Lendemain des élections fédérales à Québec...

## Autre part de moi

PAR FRANCIS POULIN

Je rêve de d'autres rives

Vivre et dériver

Sans voie ni voile

M'envoier

Me languir en d'autres langues

Me perdre et perdurer

Déraciner ma race, me déchéner

Me rassembler, me ressembler

Changer de vie et de vitesse

Perdre pied, me laisser planer

Sans plan, simplement s'implanter

S'engager sans gage ni bagage

Tout léguer, m'alléger, Algé

Chercher la paix

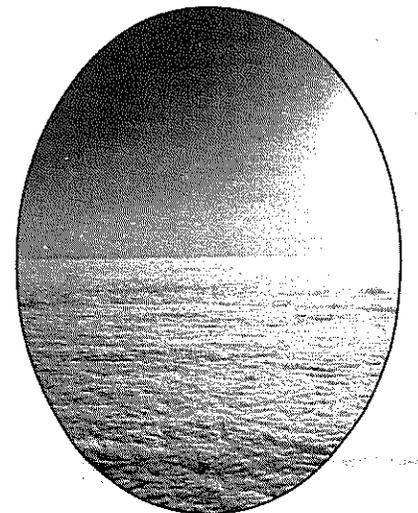
Dépayser

Répondre à l'appel

Creuser un trou vers l'autre bout du monde

Respirer, aspirer, m'inspirer

Quitter mes blues et m'éblouir



Sauter les remparts

S'emparer de l'Autre part de moi

Arrêter de pâtir et partir

Partisan, paysan

Expirer, m'extirper

Crier à perdre tripes

Triper

Trépider sans repos

M'exposer, m'expédier

Mettre mon âme nu-pieds

Marcher, m'arracher

Me chercher, combler le trou

Me trouver

Je rêve de d'autres rives

Et d'y arriver

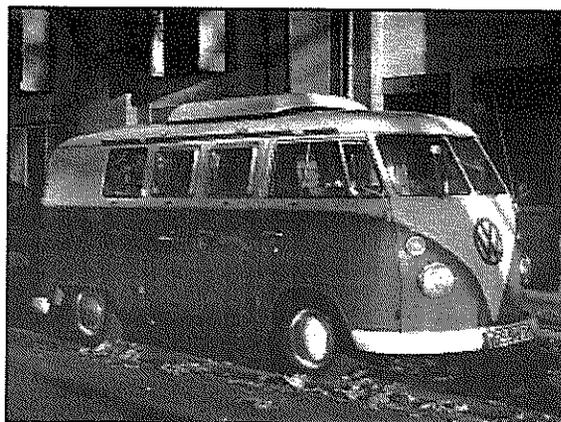


Photo : Francis Poulin

**ENTRÉE LIBRE**

187, rue Laurier, local 317  
Sherbrooke (Québec)  
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270  
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

#### Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau  
Louise Daigle  
Claude Dostie Jr  
Annie Forest  
Carole Gascon  
Normand Gilbert  
Benoît Pilotte  
Francis Poulin  
Valérie Provost

#### Mise en page

Louise Daigle

#### Correction

Louise Daigle  
Carole Gascon

#### Caricature

Pierre Berger

#### Collaboration

Julie Bélisle  
Marco Labrie  
Jean Lacharité  
Marie-Josée Loisel  
Vesna Manizaba  
Mélanie Mercier B.  
Micheline Plante  
Robert Prévost  
Christian Thiffault  
Philippe Viens

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :

Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 2006

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite  
délimité par les rues Queen au nord,  
Saint-Joseph au sud, Le Phare à  
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Distribution Assoc. Imprimés AVODA

Gouvernement du Québec  
Ministère de la Culture  
et des Communications

Rpm

# Un organisme de coopération internationale dans notre cour

PAR MÉLANIE MERCIER B. • AGENTE DE COMMUNICATION / CSI

Dans les pages qui vont suivre, **ENTRÉE LIBRE** présente un dossier international fait en collaboration avec le Carrefour de solidarité internationale (CSI). Fondé en 1974 et incorporé en 1976, le CSI est un regroupement d'organismes œuvrant pour la solidarité internationale, la justice sociale et le développement durable.

En collaboration avec ses partenaires estriens et internationaux, le CSI soutient des projets dans le Sud, réalise des stages de solidarité et de développement pour les jeunes et sensibilise la population estrienne aux enjeux liés au développement international. Ainsi, dans chacun des pays où il intervient, le CSI met sur pied des programmes intégrés englobant ses champs d'intervention. Il adopte une approche qui encourage la population du Sud à prendre en charge son propre développement.

Depuis 25 ans, le CSI soutient différentes communautés du Sud. Ses projets permettent, entre autres, de lutter contre l'analphabétisme, d'offrir des soins de santé adéquats et de garantir une sécurité alimentaire aux paysans. Ses pays d'intervention sont prioritairement le Pérou, la République dominicaine, le Nicaragua, le Mali et Haïti.

Le CSI est membre de l'Association québécois des organismes de coopération internationale (AQOCI) qui regroupe une cinquantaine d'organisations de coopération et de solidarité internationale.

En Estrie, le CSI entretient des liens avec divers organismes communautaires et populaires autonomes, des institutions d'enseignement primaire, secondaire, collégial et universitaire, des villes, des municipalités et d'autres organismes.

## Le Pérou et la tuberculose

PAR JULIE BÉLISLE • STAGIAIRE QSF 2003-2004

Je suis assise sur cette moto ayant pour direction les différents quartiers de Quillabamba, ville et vallée entourées de montagnes au sud du Pérou. J'accompagne Helmer, un infirmier qui travaille au département des maladies infectieuses de l'hôpital de Quillabamba. Je vais y faire le suivi des personnes qui sont atteintes de tuberculose afin d'évaluer leur état de santé, me renseigner sur le déroulement de leur traitement, voir comment va la famille et évaluer s'il y a des risques que la personne abandonne son traitement.

Les visites à domicile permettent d'évaluer les conditions de vie et d'hygiène de la famille et ainsi de s'assurer que l'entourage du malade n'ait pas la maladie à son tour. Les visites à domicile ne sont pas fréquentes, pénurie d'effectifs oblige. La majorité des suivis des personnes se fait directement à l'hôpital lorsque la personne vient chercher ses médicaments. L'une des principales fonctions des visites à domicile est de s'assurer que les personnes atteintes de la tuberculose continuent jusqu'au bout leur traitement d'antibiotiques. On offre du café et du pain à

l'hôpital, surtout pour les moins bien nantis, afin de s'assurer qu'ils viennent chercher leur traitement tous les jours. Ce traitement supervisé restreint beaucoup les activités du malade durant sa convalescence puisqu'il faut que lui, ou un membre de sa famille proche, se présente chaque jour afin de recevoir le traitement. Il arrive, lorsqu'un patient vit loin du centre de santé dans les campagnes, qu'une promotrice de santé vienne tous les jours lui porter ses médicaments.

Depuis plus de trente minutes, Helmer et moi cherchons l'adresse mentionnée afin d'ef-



Photo : CSI

Photo de la couverture du bulletin *L'expérience* - Stage Québec sans frontière (QSF) spécialisé au Pérou 2003-2004. Stage dans le cadre d'une formation professionnelle - Pérou

fectuer le suivi à domicile chez une femme atteinte de tuberculose ; pourtant, aucune adresse ne correspond et on doit s'informer au voisinage afin de demander s'il connaît la personne que nous venons voir.

### Une maladie honteuse

Sans uniforme et en prenant bien soin de ne pas dire le but

Elle dit ne pas avoir écrit la bonne adresse parce qu'elle avait honte et ne voulait pas qu'on l'associe à cette maladie. En plus de la longue durée du traitement (un minimum de six mois), la personne malade doit faire face à tous les préjugés qui sont nombreux au Pérou : « On sait bien, c'est une maladie de pauvre ! ». Il

Ce qui m'a le plus touchée durant ce stage, c'est de voir d'abord et avant tout la détresse et la honte des personnes malades d'avoir une maladie infectieuse qui a si mauvaise réputation. La grande crainte qui habite généralement les personnes malades est de se faire rejeter de la société et non tant d'avoir à subir la maladie et le traitement. C'est bouleversant de voir que l'on peut être mis si facilement à l'écart pour quelque chose dont on n'est nullement responsable.

Je me souviendrai toujours du regard de cette femme lorsque je lui ai dit qu'elle n'avait pas à avoir honte, que cette maladie contagieuse se retrouvait dans tous les pays et touchait toutes les classes sociales. Ses yeux brillants, qui ont rejoint les miens le temps d'un instant, sont devenus pour moi synonyme d'espoir et resteront à jamais gravés dans mon cœur. Ce stage m'a tellement appris à différents niveaux. L'acceptation de l'autre tel qu'il est avec ses valeurs, sa propre culture et ses croyances. J'ai été face aux tristes situations des personnes que j'ai visitées, mais pourtant dans chacun de leur regard, j'y ai lu tellement d'espoir. J'ai été réellement touchée durant ces deux mois et demi, et je suis maintenant devenue meilleure.

Source : L'expérience, Stage QSF spécialisé Pérou 2003-2004



Photo : CSI

Sur la photo, on aperçoit Julie Bélisle en compagnie d'un malade atteint de tuberculose dans le cours des visites à domicile qu'elle a effectuées en compagnie de Helmer, un infirmier de l'hôpital de Quillabamba.

de notre visite, de manière à ne pas attirer la curiosité de l'entourage, nous trouvons finalement cette femme que nous sommes venus voir.

devient donc très honteux pour la personne d'être étiquetée de cette maladie ; en plus de se cacher, elle peut tarder avant de se faire soigner.

# Des règles commerciales pour des échanges justes

PAR MARIE-JOSÉE LOISELLE • RESPONSABLE DU COMMERCE ÉQUITABLE / CSI

PAR MÉLANIE MERCIER B. • AGENTE DE COMMUNICATION / CSI

POUR LA COALITION ESTRIENNE POUR UN MONDE SANS PAUVRETÉ

La globalisation a provoqué une croissance des échanges à l'échelle mondiale. Parallèlement, les pays les plus pauvres ne participent pas, ou très peu, aux négociations liées au commerce mondial. Ils ne peuvent donc pas y défendre leurs intérêts. Ainsi, le commerce international n'est ni libre ni équitable. À titre d'exemple, les pays riches ont le droit de subventionner généreusement des entreprises agroalimentaires pour l'exportation. Ce privilège encourage la surproduction au Nord, anéantit le gagne-pain de millions d'agriculteurs pauvres dans les pays en développement et endommage l'environnement. L'énormité des problèmes liés à la pauvreté exige donc la révision des règles du commerce international.

Le Canada peut, à l'occasion d'accords de commerce internationaux, préconiser les mesures suivantes : militer pour l'adoption de règles qui régissent le commerce et l'investissement et qui reconnaissent aux gouvernements et à leurs citoyens et citoyennes le droit de choisir les meilleures solutions pour abolir la pauvreté et protéger l'environnement ; appuyer des mesures qui donnent plus de pouvoir aux agriculteurs sur le marché et qui mettent fin au *dumping* des produits, pratique nuisant aux moyens de subsistance des collectivités rurales pauvres.

## Un juste prix... un juste salaire

Le commerce équitable, à l'intérieur d'une consommation responsable, est un moyen de pression à la portée des citoyens, afin de faire valoir un

autre commerce régi par des lois commerciales favorisant des échanges qui soient justes. Lorsque nous consommons équitable, nous favorisons un commerce direct, un juste prix et des conditions de travail équitables, un engagement à



long terme et un accès au crédit pour les producteurs, une gestion démocratique et une transparence, un développement communautaire durable et la protection de l'environnement. Ainsi, un petit geste, répété et contagieux, peut faire une dif-

férence pour des producteurs du Sud. Le commerce équitable permet de redonner un pouvoir économique tant aux gens du Nord (par leur appui et leur position concrète) qu'aux gens du Sud (par leur travail dans la dignité).

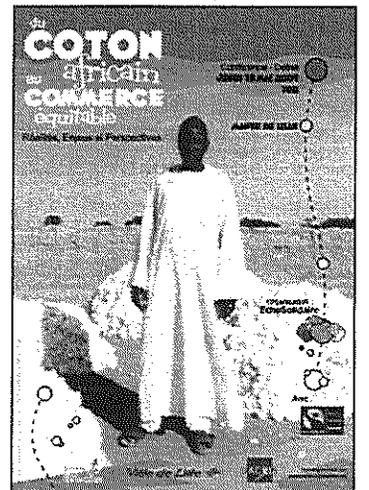
Avec la globalisation, plusieurs entreprises quittent le Canada et le Québec, ferment leurs portes et vont s'installer là où la main-d'œuvre est bon marché et les restrictions commerciales minimales. Nous ne sommes pas étrangers à cette réalité, en paraphrasant Laure Waridel, militante de la consommation responsable. Chaque fois que nous achetons un produit d'une de ces compagnies, nous leur disons : « Parmi tous les produits offerts je choisis le vôtre, c'est votre façon de faire que je soutiens, je vote pour vous. » Lorsque nous choisissons un produit rendu bon

marché par l'exploitation des travailleurs, par le non-respect de l'environnement, nous encourageons cette pratique... et l'effet *boomerang* est de plus en plus rapide. Nous avons donc avantage à rechercher des règles commerciales plus justes.

## Une pauvreté sans excuses !

Dans une société riche comme le Québec, la pauvreté est une réalité pour plusieurs. À Sherbrooke, le dernier recensement de Statistiques Canada révèle que plus de 6 300 ménages vivent avec moins de 10 000 \$ par année ! Pourtant, le Québec dispose des moyens pour que les besoins de toute la population soient comblés et nos gouvernements ont une responsabilité dans cet enjeu.

Depuis 1998, le gouvernement fédéral a diminué de plus de la moitié sa participation au financement des régimes d'aide sociale provinciaux. De son côté, au lieu d'appliquer la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale adoptée à l'unanimité en décembre 2002 par l'Assemblée nationale, le gouvernement du Québec s'est constamment mis en



Des vêtements équitables ! Et c'est tant mieux pour cette main-d'œuvre fort nombreuse !

infraction avec cette loi. Cette loi unique au monde qui l'engage à « tendre vers un Québec sans pauvreté », l'oblige à améliorer le revenu de l'ensemble des personnes en situation de pauvreté en prenant en compte les ressources dont elles disposent pour couvrir leurs besoins. Le gouvernement peut agir dans les protections sociales, notamment l'aide sociale et l'aide financière aux études. Les moyens sont là. Il suffit de les prendre !

Informez-vous des activités en cours et des actions à prendre au [www.csisher.com](http://www.csisher.com)

## L'Estrie participe au Forum social mondial polycentrique

Cinq Estriens du milieu de la solidarité internationale ont participé à la sixième édition du Forum social mondial (FSM) au cours du mois de janvier. Le FSM a été cette année polycentrique, c'est-à-dire décentralisé. Il s'est déroulé dans trois villes « siège » soit Bamako (Mali - Afrique), Caracas (Venezuela - Amériques) et Karachi (Pakistan - Asie).

**FSM de Bamako** - Deux employés du Carrefour de solidarité internationale (CSI) ont été à Bamako : Alexandre Badibanga, agent de projets et de stages et Mélanie Mercier B., agente de communication. Leur présence au siège malien du FSM est toute justifiée car le CSI travaille depuis plus de vingt ans avec l'association malienne KILABO. Le travail qu'il mène en partenariat est solide, fructueux et reconnu. Le CSI a d'ailleurs reçu le titre de Chevalier de l'Ordre national du Mali pour son engagement dans la lutte à la pauvreté.

**Campement jeunesse de Caracas** - Ils sont une dizaine de jeunes issus de la deuxième édition du Forum social de la jeunesse estrienne (tenu en juin dernier) à avoir décollé vers le Venezuela pour participer au campement jeu-

nesse tenu parallèlement au Forum social mondial. Parmi eux, Émilie Breton et Alexandre Lavallée ont quitté avec un mandat donné par le CSI pour assurer les relations entre le FSM et le campement jeunesse sur le terrain, mais aussi au retour en Estrie.

**FSM de Caracas** - Marco Labrie, directeur général du Carrefour de solidarité internationale, a, quant à lui, participé au FSM tenu à Caracas, mandaté par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dont il est le président. Le siège vénézuélien du FSM se voulait le lieu de convergence des Amériques. Des rencontres grands publics se tiendront au cours du mois de février. Soyez donc à l'affût.

Source : Mélanie Mercier B., agente de communication au CSI

## Des leaders en mal de crédibilité au Forum économique mondial 2006



Les leaders du monde qui se réunissent chaque année à Davos en Suisse, ont eu à faire face, en 2006, à un problème encore plus aigu que les dossiers chauds qu'ils ont eu à débattre (dossier nucléaire iranien, la crise du pétrole, le dépla-

cement du centre de gravité de l'économie vers la Chine et l'Inde) : la chute dramatique de leur crédibilité.

Le niveau de confiance envers les entreprises et les gouvernements a dégringolé de façon alarmante en 2005, indique un sondage réalisé par la firme GlobeScan pour le compte du Forum économique mondial, l'hôte de l'événement de plus de 2500 participants de tous horizons. GlobeScan, qui a interrogé plus de 20 000 personnes dans 20 pays, a enregistré en 2005 le plus bas niveau de confiance de la population envers les leaders du monde financier et politique depuis qu'elle a entrepris ce genre de sondage en 2001.

Le Canada, secoué à son tour par les scandales politiques, fait partie des pays où la confiance de la population envers son gouvernement a la plus baissé, les autres étant le Brésil, la Corée du Sud, l'Espagne et le Mexique. Quant aux grandes entreprises, qui avaient réussi à remonter leur cote après le scandale financier Enron en 2003, elles ont perdu tout le terrain gagné et même plus. Aux États-Unis, au Canada et en Espagne, le niveau de confiance envers les entreprises multinationales est même tombé sous zéro pour la première fois.

Source : La Tribune, Hélène Bari, 23-01-06 B6

Pays de l'intérieur africain

# Le Mali, terre d'accueil

PAR ROBERT PRÉVOST • STAGIAIRE 2004-2005  
PROGRAMME DE STAGES INTERNATIONAUX POUR LES JEUNES (PSIJ)

Voilà, à peine mon bac terminé que je m'embarque dans une histoire de fou. La mission consiste à vivre cinq mois dans le fin fond du Mali pour user des connaissances que j'ai acquises lors de mes études en sciences de l'environnement et de l'agriculture. Deux grands thèmes ont animé notre séjour à Isabelle, ma fabuleuse compagne de travail, et moi. En premier lieu, sensibiliser les fédérations paysannes à la protection de leur environnement et, en deuxième lieu, développer le commerce équitable du beurre de karité entre le Mali et le Québec afin de procurer aux Maliennes un revenu adéquat.



Photo : CSI

Robert Prévost en bonne compagnie : un groupe de paysans Maliens, hommes et enfants.

Travailler avec les différentes fédérations paysannes mises de l'avant par le CSI et son partenaire outre-mer Kilabo fut pour moi un enchantement. Le cadre fédératif permet aux populations locales de participer activement au développement durable de leur région. J'ai rencontré durant mon séjour une multitude de Maliens qui luttent de façon acharnée à l'avancement de leur communauté.

Avant mon départ, on m'avait dit que le Mali était un des cinq pays les plus pauvres au monde. Par contre, cette situation économique ne l'empêche pas de regorger d'une richesse culturelle incroyable. Le nombre de sourires que vous rencontrez dans une simple matinée vous reflète la joie de vivre de ces populations. L'ombre d'un arbre, une théière sur le feu et la compagnie de bons amis suffisent pour obtenir une belle journée.

## La commune de Boidié

La commune de Boidié fut notre première destination. À trois heures de routes de Bamako, dont un petit bout sur des routes latéritiques, Boidié peut être considérée comme

un secteur reculé du Mali. L'islam y est très présent. Mon premier contact avec cette religion fut très positif et contrasta avec la vision sombre que nous en avons en Occident. La communauté se soutient fortement et on y est vite apprécié. Malheureusement, la commune de Boidié est victime d'une détérioration environnementale importante.

La surpopulation fait des ravages au Mali comme ailleurs en Afrique. Par exemple, sur une population de 3351 habitants à Boidié, on estime à environ 600 le nombre d'enfants de zéro à cinq ans. Cette situation cause de plus en plus de pression sur les terres. En temps anciens, une famille cultivait sur une terre durant une certaine période et lorsque celle-ci ne produisait plus, on changeait d'endroit pour cultiver sur une nouvelle terre fertile. L'ancienne terre était retournée à la nature et pouvait retrouver sa fertilité initiale pour les générations futures. Par contre, ce système de rotation qui avait fait ses preuves n'est plus possible car les terres sont presque toutes déjà utilisées. L'environnement présent ne peut pas supporter une telle

population. Le manque d'espace de plus en plus flagrant peut compliquer la cohabitation. Une gestion des naissances est de plus en plus prioritaire et les tabous sur les méthodes de contraception doivent être brisés.

La taille importante du cheptel de Boidié est aussi un problème majeur. Le bétail divague un peu partout lors de la saison sèche en recherche de la rare nourriture présente, ce qui cause d'importants dégâts à la végétation. [...]

## Zan Coulibaly et Binco

Notre deuxième destination fut la commune de Zan Coulibaly et celle de Binco. Cette zone est réputée pour l'importance de la coupe de bois y sévissant. Une bonne partie du bois est ensuite transformée en charbon de bois afin d'être exportée vers Bamako, la capitale du Mali. Les plus grandes déforestations à avoir lieu sur terre ne sont pas liées à l'industrie des pâtes à papier ou au commerce du bois d'œuvre, mais tout simplement au besoin croissant des populations pour une séance d'énergie de cuisson des aliments. Par consé-

quent, quelques rares forêts tiennent le coup et il est temps que les solutions soient mises de l'avant, aussi complexes soient-elles.

## Le coton : l'or blanc

L'industrie du coton est fortement répandue dans cette zone. La culture du coton, qui est le plus important produit d'exportation du Mali, est pour moi une des plus grandes catastrophes économiques et écologiques du pays. Cette culture prend une quantité phénoménale d'intrants (fertilisants chimiques, pesticides, herbicides), ce qui cause d'importantes détériorations sur l'environnement et endette terriblement les paysans. De plus, par les subventions massives du gouvernement américain à son industrie cotonnière, le prix mondial du coton a chuté mettant dans une faillite certaine les petits paysans des pays en voie de développement. Les Maliens cultivent massivement cet or blanc en raison des prix élevés des années passées et de l'incitation de l'État, mais laissent de côté les cultures vivrières. Certains paysans nous disaient qu'ils ne cultivaient que 1/10 des grains nécessaires à leur alimentation et que les 9/10 restants devaient être achetés au marché à l'aide

du profit engendré par le coton et la coupe du bois. Pour augmenter leur désespoir, l'année 2004 a été marquée par une importante sécheresse. Par conséquent, plusieurs champs n'ont même pas pu être récoltés et un manque de grain est à prévoir avant les prochaines récoltes. Les paysans n'auront pas d'autre choix que de couper les quelques forêts existantes afin d'obtenir un revenu nécessaire pour se nourrir. Lors d'une discussion avec l'agent d'eau et forêt de notre zone, celui-ci a avoué être incapable de mettre sous amende une famille coupant des espèces protégées afin de se nourrir convenablement...

Pour répondre à la grande question : est-ce que ma présence au Mali a servi à quelque chose ? Le développement international est un processus lent où l'on doit constamment remettre en question nos gestes. Mon séjour, je crois, m'a permis de transmettre de nouvelles connaissances à propos de la transformation du karité et de sensibiliser les populations locales à la protection de leur environnement ainsi qu'à se prendre en main. J'ai grandement appris au Mali, autant au point de vue personnel que professionnel. Cette expérience restera gravée dans mon esprit.



## Déjà une décennie pour l'élimination de la pauvreté... Souper-conférence annuel du comité Décennie pour l'élimination de la pauvreté

Déjà dix ans qu'à chaque année, des organis-

mes estriens s'assoient autour d'une même table pour préparer un grand souper-conférence qui questionnera une ou plusieurs avenues de solution pour éliminer la pauvreté. Dix ans, déjà, qu'annuellement, une centaine de personnes s'y retrouvent, réfléchissent, apprennent, questionnent et partagent leurs visions.

Le dixième comité Décennie pour l'élimination de la pauvreté est déjà en action et il vous propose une édition bilan. Une relecture locale, nationale et internationale de l'évolution de la pauvreté, mais aussi des solidarités qui se sont arrimées aux différentes convergences. Les conférenciers invités auront donc cette tâche, mais il dresseront aussi un portrait des perspectives de la pauvreté et de ses luttes. Cette rencontre se tiendra à la fin mars.

Cette année, le comité est formé de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie (ACEF-Estrie) de Développement et Paix, de la Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (TACAE), de la pastorale sociale du diocèse de Sherbrooke et du Carrefour de solidarité internationale (CSI).

Source : Mélanie Mercier B., agente de communication au CSI

# Le Canada, chien de poche de l'empire américain ?

PAR PHILIPPE VIENS • TABLE RONDE DES ORGANISMES VOLONTAIRES D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE (TROVEPE)

Vous rappelez-vous avoir donné le mandat au gouvernement canadien d'augmenter du tiers le budget militaire ? Non ? Alors que nous sommes descendus par centaines de milliers dans les rues à l'hiver 2003 contre la guerre en Irak et que nous nous sommes opposés massivement, partout au Canada à la participation au bouclier anti-missile, il nous semblait, alors, avoir lancé un message clair. Ce n'était certainement pas celui de doubler notre capacité d'intervenir dans des pays étrangers, ni celui d'augmenter notre participation aux opérations militaires des États-Unis.

En effet, la nouvelle politique internationale du Canada, appelé *Fierté et influence*, prévoit augmenter les dépenses militaires de 12,8 milliards \$ sur cinq ans ainsi que doubler la capacité d'intervention militaire du Canada à l'étranger, dans des pays dit « défaillants ». Cette nouvelle orientation répond partiellement aux demandes du milieu des affaires, tel le *Conseil Canadien des Chefs d'Entreprises* (CCCE), qui bénéficiera de contrats très lucratifs (5 milliards pour des avions, 1 milliard pour des hé-

licoptères, 750 millions pour des chars blindés, etc.), ainsi que celle des ambassadeurs nommés par la Maison-Blanche, qui exigeaient du Canada une politique plus militariste alignée sur la leur. Pour mieux nous faire avaler cette politique, on utilise la rhétorique humanitaire de la supposée « responsabilité de protéger » des états « défaillants », qui en fait, sert surtout à donner un soutien détourné aux opérations américaines.

Alors que cette hausse des dépenses militaires cana-

diennes, une des plus grosses en 20 ans, nous amènera à des sommets inconnus depuis la guerre froide et que les dépenses militaires mondiales ont dépassé le cap de un trillion \$, les libéraux de Paul Martin ont toujours refusé de consacrer un maigre 0,7 % du PIB au développement international.

Au contraire des mythes entretenus par le gouvernement canadien, le Canada n'a plus le rôle pacifique qu'il prétend avoir. Depuis juillet 2005, le Canada ne fournit plus que 0,35 % du personnel des mis-



Source : Eric Drooker / www.drooker.com

**Ainsi, il semble que l'opposition au militarisme ne réside pas à la Chambre des communes mais bien dans les luttes que mènera la population.**

sions de maintien de la paix de l'ONU (presqu'autant que le Pérou et le Guatemala, par exemple), et que 3 % du montant alloué aux opérations militaires internationales.

fres clairs. Clair comme le fait que les Canadiens et les Canadiennes ne souhaitent pas avoir de lois sécuritaires paranoïaques ou une politique étrangère calquée sur celle des États-Unis.

## Deux anciens soldats de l'armée américaine au Canada



Photo : Geneviève Gendron, *Le Collectif* Université de Sherbrooke

De gauche à droite : Jill Hart, Darrell Anderson, Patrick Hart et Michèle Robidoux de la Campagne d'appui aux objecteurs de conscience

**Objecteurs de conscience :** Darrell Anderson et Patrick Hart, deux anciens soldats de l'armée américaine ont fui les États-Unis car en désaccord avec la guerre en Irak. Darrell a servi sept mois en Irak avant d'être blessé par une bombe et Patrick a été sergent pendant un an au Koweït. Tous les deux s'y sont opposés lors de leur service. Ils étaient de passage à Sherbrooke le 18 janvier dernier pour parler de ce qu'ils ont vécu. De l'avis de Patrick, « cette guerre est basée sur des mensonges. » « Mon pays m'a envoyé tuer des gens pour le profit de quelques corporations » dit Darrell. Ils font face à des peines d'emprisonnement s'ils retournent aux États-Unis ; c'est pourquoi ils cherchent asile au Canada.

Malheureusement, le Canada refuse jusqu'à maintenant de leur accorder le statut de réfugiés même si ceux-ci affirment que de lourdes peines les attendent pour avoir simplement refusé de participer au crime suprême : la guerre. La perspective d'un gouvernement conservateur leur fait peur et leur laisse peu d'espoir de trouver refuge. On estime qu'il y aurait maintenant plusieurs douzaines d'ex-soldats au Canada, dont plus de vingt ont appliqué pour le statut de réfugiés. Rappelons que de 1965 à 1973, plus de 50 000 Américains et Américaines ont fui les É.-U. et la guerre du Vietnam pour trouver refuge au Canada. Pour plus d'info. : [www.resisters.ca](http://www.resisters.ca)

PAR PHILIPPE VIENS • TROVEPE

6 • janvier 2006 • Entrée Libre

## Afghanistan et Irak

Sans aucune consultation, le gouvernement canadien a modifié le rôle de l'armée. Après le refus de la population canadienne de participer à la guerre en Irak, ce gouvernement, pour compenser, a augmenté de façon importante sa présence en Afghanistan, ce qui a permis aux États-Unis de transférer des soldats vers l'Irak. En août dernier, le rôle des forces canadiennes en Afghanistan s'est transformé de « stabilisation » à celui de mission de combat. Le Canada est en guerre et nous ne le savons même pas. En février, 1400 soldats supplémentaires y seront envoyés. Rick Hillier, chef d'état major de la Défense, déclarait à ce sujet que l'armée canadienne devait jouer son vrai rôle : « Nous ne sommes pas un service public (...). Nous sommes les forces armées et notre travail, c'est d'être prêt à tuer du monde ».

Selon un sondage du ministère de la Défense britannique fait auprès de la population irakienne, 80 % des Irakiens et Irakiennes veulent le retrait des troupes étrangères, seulement 1 % croit qu'elles contribuent à leur sécurité et 45 % sont en accord avec les attaques contre les forces britanniques et américaines. Ce n'est pas étonnant si on estime que l'Irak compte déjà entre 30 000 et 100 000 morts civils. Ce sont des chif-

## Le Parti conservateur et les intérêts américains

Face à cette nouvelle politique étrangère canadienne, les partis d'opposition n'ont offert aucune résistance : le Bloc québécois de Gilles Duceppe discourait sur la nécessité qu'un Québec indépendant se dote d'une armée et d'un service de renseignements ; le NPD est resté silencieux. Pour le Parti conservateur de Stephen Harper, duquel le *Washington Post* affirmait que, si élu, il serait le dirigeant étranger le plus favorable aux intérêts américains sur la surface du globe, il a clairement pris position pour l'intégration approfondie du Canada avec les États-Unis et a récemment déclaré qu'il fera participer le Canada au bouclier anti-missile américain. Ainsi, il semble que l'opposition au militarisme grandissant ne réside pas à la Chambre des communes mais bien dans les luttes que mènera la population.

C'est pourquoi la TROVEPE vous invite à poser un geste pour vous opposer au virage militariste que prend la politique étrangère canadienne en lisant et en endossant personnellement la déclaration *d'Échec à la guerre* contre le militarisme et le partenariat militaire avec les États-Unis à cette adresse : [www.echecalaguerre.org/Declaration.htm](http://www.echecalaguerre.org/Declaration.htm).

## MÉDIA

## Sondage BBM

## Gains pour la Première Chaîne et Rythme FM

Les derniers résultats du sondage BBM enregistrés à l'automne 2005 placent la station Rythme FM et la Première Chaîne de Radio-Canada en tête dans la région sherbrookoise. Depuis les résultats recueillis à l'automne 2004, ces deux stations ont connu une hausse importante de leurs parts de marché, passant de 5,7 à 9,1 et de 11,3 à 14,1 %, respectivement. Par ailleurs, les deux stations d'Astral, Énergie 106,1 et RockDétente 102,7, demeurent les plus écoutées en région, quoique leurs parts de marché, le nombre d'auditeurs et d'heures d'écoute aient diminué depuis un an.

## Pas que de bonnes nouvelles...

Pour sa part, la station indépendante Génération Rock se trouve en dernière position pour ses parts dans le marché sherbrookoise, en détenant seulement 6,2 %. La seule station AM du groupe, CHLT 630, a également connu une baisse de son nombre d'auditeurs et de ses heures d'écoute. Le directeur général de la station, Jocelyn Proulx, blâme l'insuccès de la nouvelle émission réseau Larose-Courmoyer diffusée en avant-midi pour cette baisse d'intérêt. M. Proulx prévoit revoir la programmation de la station prochainement et remplacer l'émission en question, peut-être par une émission locale. Ces résultats démontrent bien que la population sherbrookoise est de plus en plus friande d'information, si l'on se fie à la hausse des parts de marché de la Première Chaîne (RC) qui constitue un record inégalé pour la station depuis dix ans. Ainsi, la station publique semble avoir conservé la confiance de ses auditeurs et auditrices, et ce, malgré les récents conflits impliquant Radio-Canada.

Sources : *La Tribune* et le *Journal de Sherbrooke*, décembre 2005

## TeleSUR

Née d'une initiative de partenariat économique entre le Venezuela, l'Argentine, Cuba et l'Uruguay, la nouvelle chaîne satellite d'information continue TeleSUR se veut un miroir culturel pour les pays latino-américains. Lancée le 24 juillet 2005 par le président vénézuélien Hugo Chávez, la chaîne dont la mise en ondes est évaluée à près de 12,5 millions de dollars US ne fait pas l'unanimité : le gouvernement étasunien craint un déséquilibre de pouvoir dans les Amériques et la diffusion d'un contenu anti-américain. En riposte, TeleSUR soutient qu'environ « 90 % des contenus audiovisuels en Amérique latine étaient déjà le fruit de production nord-américaine ». Par ailleurs, TeleSUR se distingue des autres chaînes d'information continue en Amérique latine par le choix de ses sujets qui représentent la voix du peuple et l'absence de publicité la diffère des médias commerciaux. En réponse à la mauvaise volonté des médias nord-américains et sud-américains contrôlés par des multinationales privées, TeleSUR veut contrer le phénomène de concentration des médias et du contrôle des ondes par les États-Unis. La course vers la « décentralisation du pouvoir étasunien » n'est pas gagnée, certes, mais les efforts cumulés permettront de promouvoir le droit à une information locale qui touche directement les gens. En ce sens, le CRÉMI appuie cette initiative et encourage la population à en faire de même.

Sources : *Le Devoir*, juillet 2005, et magazine *Trente*, novembre 2005

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI



Collectif Régional d'Éducation  
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web  
[www.aide-internet.org/cremi](http://www.aide-internet.org/cremi)

Pour information : 346-0101

## Haïti

## ou la crise en permanence

PAR CHRISTIAN THIFFAULT

Les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février 2003, des représentants d'États d'Europe et des États-Unis se sont réunis à huit clos à Ottawa avec des diplomates et ministres canadiens. Cette réunion, « l'Initiative d'Ottawa sur Haïti », a été organisée par nul autre que le ministre Denis Paradis, et avait pour but de planifier un coup d'État en Haïti pour 2004. Dans *L'Actualité* du 15 mars 2003, Denis Paradis a déclaré que le régime du président Aristide devait être renversé, et ce, avant les élections haïtiennes de 2005.

Le 29 février 2004, alors que le peuple haïtien s'appêtait à fêter les 200 ans de la libération d'Haïti, le gouvernement a été renversé. Après qu'un groupe armé, mené par Guy Philippe (militaire formé par l'armée américaine), eut créé le désordre avec une violente rébellion, Aristide fut forcé à l'exil par une troupe de *Marines* et un représentant américain. Après son départ, les choses n'ont fait qu'empirer. Un conglomérat de patrons et de certains ONG (Organismes non gouvernementaux), appelé Groupe des 184, qui avaient contribué au coup d'État, nommèrent Gérard Latortue président « intérimaire » d'Haïti afin qu'il restructure le gouvernement, et cela, sans aucun appui populaire.

Dans les semaines qui ont suivi, une nouvelle police est apparue, faite d'anciens membres de la Force Armée Haïtienne (FAH) du dictateur Raoul Cédras, libérés de prison et récupérés par Guy Philippe. Cela s'est produit malgré que la FAH avait été légalement démantelée par Aristide pour ses boucheries. Puis, ce fut la GRC et l'armée canadienne qui arrivèrent et supportèrent les opérations de répression civile de cette « nouvelle FAH », sous le couvert de la mission de paix de l'ONU. Les forces de l'ONU sont faites en majeure partie de militaires brésiliens formés par la CIA pour des opérations semblables en Amérique Centrale.

Plusieurs membres du parti d'Aristide, dont nul autre que le premier ministre démocratiquement élu Yvon Neptune,



sont emprisonnés sans aucun procès depuis mars 2004 par l'actuel régime. Annette « So Ann » Auguste », chanteuse folklorique de 70 ans, elle aussi emprisonnée depuis le 10 mai 2004 a écrit : « J'ai entendu que l'ONU travaille de concert avec ces forces policières meurtrières, au bénéfice de l'élite ultra riche et corrompue de notre pays, pour justifier le meurtre des pauvres des quartiers populaires qui réclament encore le retour du président Aristide. On me dit que des maisons sont incendiées, que des gens sont tués et que l'ONU montre son vrai visage dans les endroits comme Bel Air et Cité Soleil. »

## Victimes civiles

Selon Amnistie Internationale et le rapport Griffin de l'Université de Miami, des raids sanglants ont été faits conjointement par les forces de l'ONU et la police haïtienne depuis février 2004 dans plusieurs bidonvilles du pays. Un des pires massacres de 2005 a eu lieu le 6 juillet au matin, dans Cité Soleil, où 350 soldats des forces de l'ONU ont tué

26 personnes non-armées. Le 17 juin à Bel Air, dix civils, dont une adolescente de 17 ans, furent tués. Maintenant, c'est par milliers que se comptent les victimes de cette mission de paix et, durant chaque manifestation populaire pour le retour de la démocratie, les autorités tuent des civils. Est-ce la façon de l'ONU de lutter pour la paix et la démocratie et contre le banditisme ?

## Le Canada et l'ONU

Selon le livre *Canada in Haïti*<sup>1</sup>, les raisons de l'occupation du Canada en Haïti seraient basées avant tout sur l'exploitation du travail des ouvriers – du textile, principalement – avec une économie déréglementée et une possibilité d'évasion fiscale pour les industriels. Aristide a dit dans une récente entrevue que la raison première de l'occupation en Haïti était de tout privatiser, ce qu'indique le Cadre de Coopération Intérimaire (CCI Haïti) de la Banque Mondiale en Haïti. Et tout cela pour quelques millions de plus dans les poches d'une poignée de millionnaires ! Il est à se demander si la situation en Haïti ne pourrait simplement pas s'améliorer si le Canada, au moins, cessait d'y jouer les faux sauveurs de l'humanité...

Pour infos : Rapport Griffin (anglais): [www.law.miami.edu/news/368.html](http://www.law.miami.edu/news/368.html)  
[www.haiti-progres.com](http://www.haiti-progres.com)  
[www.haitiaction.net](http://www.haitiaction.net)  
[haitici.undg.org](http://haitici.undg.org)  
J- ENGLER, Yves et FENTON, Anthony, « *Canada in Haïti: Waging War on the Poor Majority* », RED/ Fernwood, 2005

LA TABLE RONDE DES  
OVP  
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314  
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4  
Téléphone : (819) 566-2727  
Télécopieur : (819) 566-2664

Courriel : [trovepe@aide-internet.org](mailto:trovepe@aide-internet.org)

## LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir



pour une

# ] contribution [

# [ sociale ]

La contribution sociale de Loto-Québec porte notamment sur l'adoption de mesures pour prévenir et combattre le jeu excessif, une contribution au financement de plus d'un millier d'organismes sans but lucratif, le soutien à l'action communautaire et humanitaire, et l'appui à des centaines d'événements populaires et rassembleurs.

Sommes consacrées à la lutte contre le jeu excessif	<b>26,1 M\$</b>
Contributions à des organismes sans but lucratif (OSBL)	<b>20,7 M\$</b>
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (5 % du bénéfice net de la Société des casinos du Québec et de Resto-Casino)	<b>13,2 M\$</b>
Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale (1 % du bénéfice net de la Société des casinos du Québec et de Resto-Casino)	<b>2,6 M\$</b>
Commandites	<b>14,6 M\$</b>
La Collection Loto-Québec	<b>0,4 M\$</b>
Programmes destinés aux employés	<b>3,2 M\$</b>



Pour en savoir plus : [www.loto-quebec.com](http://www.loto-quebec.com) • Région de Montréal : (514) 499-5075 • Ailleurs au Québec : 1 800 350-9033

## CHÔMAGE

### Comment contester une décision du RHDCC (assurance-chômage) ?

Lorsque vous n'êtes pas en accord avec une décision du bureau d'assurance-chômage, vous avez le droit d'interjeter appel devant un Conseil arbitral. Il n'y a pas de frais pour le dépôt d'un appel, mais vous devez le faire par écrit dans un délai de 30 jours suivant la date de réception de la décision.

Nous vous conseillons de rédiger votre propre lettre d'appel très brève sans tenir compte du formulaire que le bureau d'assurance-chômage vous demandera de remplir. Assurez-vous d'indiquer toutes les décisions sur lesquelles vous interjeter appel. C'est très important ! En dehors de ce délai de 30 jours, vous devrez démontrer avoir des raisons justifiantes pour le retard.

### Qu'est-ce que le Conseil arbitral ?

À la suite de votre lettre faisant appel de la décision du RHDCC, vous serez entendu par le Conseil arbitral. Le Conseil est un tribunal administratif composé de trois personnes (président-e du Conseil arbitral, représentant-e patronal ainsi que représentant-e des travailleurs) qui sont indépendantes de RHDCC. Les membres du Conseil arbitral ont été formés pour vous offrir une audience équitable. Le bureau de l'assurance-chômage préparera un dossier d'appel avec les notes du fonctionnaire qui a rendu la décision ainsi que la date d'audition.

Demandez toujours l'enregistrement de votre audience parce que cet enregistrement peut se révéler fort utile pour la préparation de votre défense devant le Juge-arbitre, si vous contestez par la suite la décision négative du Conseil arbitral. Votre présence lors de l'audience est importante ! Vous pouvez être aidé, accompagné ou représenté par un groupe de défense comme le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie, par un représentant syndical ou par un avocat. Le délai approximatif pour être entendu par le Conseil arbitral est de quatre semaines après le dépôt de l'appel et le délai pour recevoir par la poste avec une brève mention des faits est de moins d'une semaine suivant l'audience.

### Défense individuelle

Nous voulons vous informer que le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie est une importante ressource d'information sur la législation de l'assurance-emploi. Nous offrons un service de défense individuelle assurant à nos membres le respect de leurs droits face à la Commission de l'assurance-emploi. Sur demande, nous offrons aux organismes de la région des sessions de formation adaptées à leurs besoins. Pour plus de détails, vous pouvez assister à nos rencontres publiques d'information chaque semaine, le mercredi soir, à 19 heures, au 187, rue Laurier, local 214. Aussi, vous pouvez visiter notre site Internet afin de connaître nos activités, nos dossiers politiques et nos chroniques au [www.lemcce.org](http://www.lemcce.org) ou appelez au 566-5811.

PAR VESNA MUNIZABA • MCCE

## Y avez-vous songé ?

# Aller plus loin que la Loi anti-tabagisme

PAR CAROLE GASCON

Il ne faudrait tout de même pas s'endormir avec cette Loi ! En voyant la Loi anti-tabagisme, je pense inévitablement à la pollution créée par l'automobile. Oublierait-on également toutes les industries polluantes l'air et davantage ? Quant à l'air, c'est bien lui que nous respirons dans nos maisons comme dans toutes les bâtisses même si certaines sont dotées de purificateurs d'air.

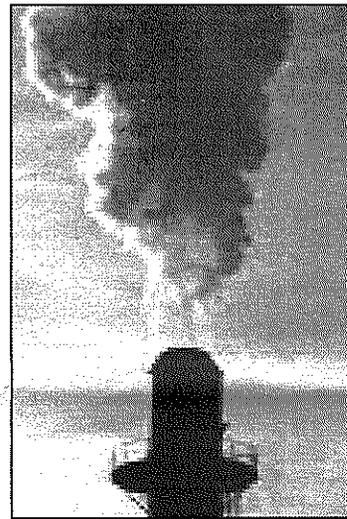
S'il existe de vrais purificateurs d'air, je crois que la plupart produisent une concentration de pollution qui est souvent rejetée dans une fenêtre avoisinante. Peut-être même que cet appareil engendre une pollution supplémentaire, du moins pour sa fabrication. Un leurre de solution !

### Question d'air ou question de \$\$\$

Bien sûr, encore, ce sont les personnes les plus démunies vivant en général plus tassées, qui risquent de se trouver à proximité d'un de ces purificateurs. On pourra peut-être s'en sauver avec plus d'argent : en achetant une maison loin de la ville, munie du rejeteur d'air pollué, en sautant dans son véhicule, également équipé, pour se rendre au restaurant, au bar, ainsi qu'à d'autres endroits à l'air supposément sain. Toutefois, à la sortie de ces endroits protégés, aucun contrôle n'est exercé quant à la sobriété des gens. En plus du fléau connu relié à l'alcool, les antidépresseurs ainsi que les antidouleurs sont grandement consommés. Et pourtant, l'inaptitude à conduire ne consiste pas uniquement à zigzaguer sur le chemin. Je considère que les personnes dans cet état sont

aussi dangereuses que la fumée de cigarette.

Qu'advient-il des loisirs de plein air ? Les maladies respiratoires ne sont pas dues seulement à la fumée de cigarette. On peut rêver davantage ! Avec plus d'argent, on construira peut-être les fameuses sphères, du genre bio-sphères, où une élite pourrait vivre tranquillement !



Masquer le problème, détourner l'attention des grandes sources de pollution, opprimer l'individu et ignorer l'industrie polluante au nom de l'économie ! Est-ce que l'application stricte de cette Loi va conduire à une division entre les gens et augmenter l'isolement vécu par plusieurs personnes ? Peut-être que le Législateur

aurait pu donner le choix aux propriétaires de restaurants et autres commerces du genre quant à l'application de cette Loi dans leurs établissements ?

La loi aurait pu être plus nuancée. C'est drôle, quand vient le temps de respecter le droit à la vie dans des conditions décentes, nous établissons toutes sortes de catégories d'éligibilité entraînant la pauvreté pour plusieurs. Pourquoi ne pas avoir établi quelques exceptions dans l'application de la Loi anti-tabagisme ? Je veux bien admettre qu'interdire le droit de fumer dans les établissements de santé est tout à fait compréhensible. Mais dans certains bars, certains restaurants, pourquoi pas ?

Par ailleurs, la pollution de l'air voyage car, indépendamment de l'absence de vent, la terre tourne. On s'en fout, peut-être, pourvu que ça ne reste pas chez nous. Illusion ! L'eau et la terre sont affectées partout. Il ne faudrait pas s'endormir sur la Loi anti-tabagisme et penser qu'avec la diminution des accro du tabac, les problèmes de la qualité de l'air seront réglés. Tant mieux si cette Loi gagne des fumeurs à la cause. N'empêche que le problème reste majeur !

## QUELQUES DONNÉES SUR LA DETTE DES PAYS DU SUD

Selon les données de l'OCDE (Organisation de coopération et du développement économique), au cours de la décennie 1982-1991, les pays endettés ont remboursé près d'un billion et demi de dollars - 1 463 billion pour être plus précis - aux pays du Nord (agences gouvernementales et banques privées).

Cela veut dire que pour une décennie complète, les pays du Sud ont remboursé aux pays industrialisés :

12,2 milliards de dollars à chaque mois ; 3,0 milliards de dollars à chaque semaine ; 406 millions de dollars à chaque

jour ; 283 000 dollars à chaque minute. Juste en intérêts sur la dette de long terme, ça représente 560 milliards de dollars sur cette même décennie.

Ce montant se traduit par : 4,7 milliards à chaque mois ; 155 millions de dollars à chaque jour ; 6,5 millions de dollars à chaque heure ; plus de 100 000 dollars à chaque minute.

Préface de l'Édition 1994 de *A Fate Worse Than Debt, A Radical Analysis of the Third World Debt Crisis* de Susan Gorge

**Victoire coup-de-poing du Hamas :** Victoire de 76 des 132 sièges du Conseil législatif palestinien contre 43 au Fatah du président Mahmoud Abbas. L'organisation armée devient le premier mouvement islamiste et fondamentaliste dans le monde arabe à prendre la tête d'un gouvernement par la voie des urnes.

Source : Le Devoir, 27 janvier 2006

*MCCCE*

Le syndicat des prestataires de l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980 (819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie  
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H 4Z4

Membre du MASSE

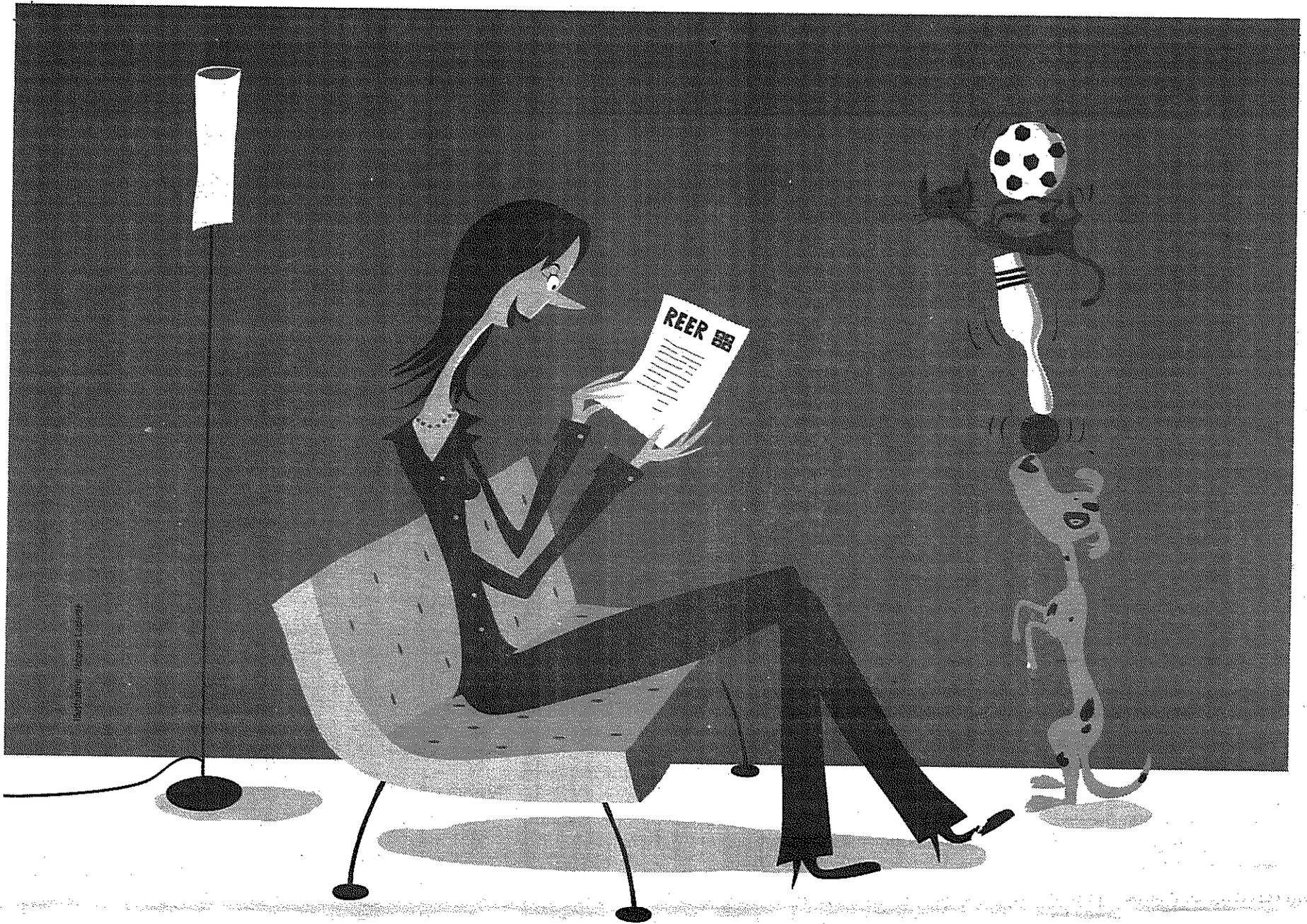
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi



### Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311  
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4  
Téléphone : (819) 562-9547  
[solidari@aide-internet.org](mailto:solidari@aide-internet.org)

Une coalition pour  
une répartition équitable  
de la richesse



## LES REER D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC VONT VOUS SURPRENDRE

### PLUS ACCESSIBLES QUE VOUS NE LE PENSEZ

- Achat à partir de 100 \$
- Aucuns frais de gestion et d'administration
- Remboursement des frais de transfert pour tout montant de 1 000 \$ et plus transféré dans l'un de nos comptes enregistrés, jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 5 % de la somme transférée (maximum de 125 \$)

BONI DE  
**1%**

la première année  
pour les nouveaux  
fonds REER\*.

Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations boursières

# 1 800 463-5229

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, ainsi que les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Pour en savoir plus  
sur nos produits, visitez le  
[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

\*Pour les Obligations boursières, le boni de 1 % est applicable sur le capital investi.

Épargne  
Placements

Québec



## VOUS ET VOS DROITS

**Vous vous mariez avec un immigrant. Afin qu'il puisse obtenir sa résidence permanente, vous acceptez de le parrainer. Est-il possible pour vous de vous défaire de cette obligation et si oui, dans quelles circonstances ?**

### Les faits :

Un citoyen canadien épouse une femme en Haïti le 19 mai 1987. Cette dernière venait de donner naissance à un petit garçon et l'homme croyait que l'enfant était le sien. Le 22 juin suivant, il accepte de parrainer sa femme afin qu'elle puisse immigrer au Canada. Il s'engage auprès du ministère de l'Immigration à rembourser le gouvernement du Québec dans l'éventualité où cette dernière se ferait verser des sommes d'argent à titre de dernier recours. Au début du mois de janvier 1988, c'est-à-dire trois semaines après qu'elle se soit installée au Canada, elle quitte son mari sans lui donner d'explications. Qui plus est, l'homme apprend par la suite que l'enfant en question n'est pas son fils. Il demande alors au tribunal d'annuler leur mariage et de faire droit à sa requête en désaveu de paternité. Ses demandes sont accueillies le 9 décembre 1988. Quelques mois plus tard, au mois de mai, la dame en question devient prestataire de la sécurité du revenu. Le gouvernement réclame donc à l'individu les sommes versées à madame du mois de mai 1988 au mois de février 1992. Ce dernier conteste cette réclamation. Il soutient qu'il a seulement accepté de parrainer son ex-conjointe parce qu'il a été manipulé par celle-ci.

### Le litige :

Est-ce que l'homme devra rembourser au gouvernement du Québec les sommes versées à madame en guise d'aide financière de dernier recours ?

### La décision :

Le juge rejette le pourvoi. L'homme doit effectuer le remboursement auprès du gouvernement québécois.

### Les motifs :

Le contrat auquel l'homme a souscrit est un contrat innommé qui crée une stipulation pour autrui. Son ex-conjointe n'est pas partie à ce contrat, elle en est seulement la bénéficiaire. D'après le juge, l'homme s'est porté garant d'une personne qu'il a lui-même choisie. L'individu est donc en mauvaise posture pour faire supporter par le gouvernement les conséquences de son choix, si mauvais soit-il. De plus, la nullité du contrat en question en peut être prononcée car il est impossible de remettre les parties en état. Ainsi, la femme d'origine haïtienne a reçu sa résidence permanente le 20 décembre 1987, le gouvernement n'a donc plus le pouvoir de l'expulser à présent. La personne garante doit retirer son consentement au parrainage avant que le ressortissant étranger obtienne son statut de résident permanent sinon il est trop tard et il doit alors respecter son engagement.

PAR MICHELINE PLANTE • Avocate à l'aide juridique / 563-6122

## Origine de quelques expressions

**Avoir des yeux de lynx** - Contrairement à ce qu'on pourrait croire, le félin mis en lumière ici n'est en rien un animal réputé pour avoir une vue particulièrement bonne.

En fait, l'expression vient de l'origine même du terme « lynx », qui est étroitement mêlé à l'histoire de l'Argonaute Lyncée, qui pouvait voir au-delà des murailles.

Pour la petite histoire, les argonautes étaient les 56 hommes qui composaient l'équipage de l'Argo, bateau qui conduisait Jason dans sa quête de la Toison d'Or. La plupart de ces héros était doté d'un don particulier, Lyncée ayant donc une vue supra normale.

Il est néanmoins intéressant de noter que le lynx, dans certaines traditions indiennes, est associé aux arts divinatoires et de clairvoyance. L'image d'une vue particulière est donc présente aussi, d'une toute autre manière, dans ce « gros chat ».

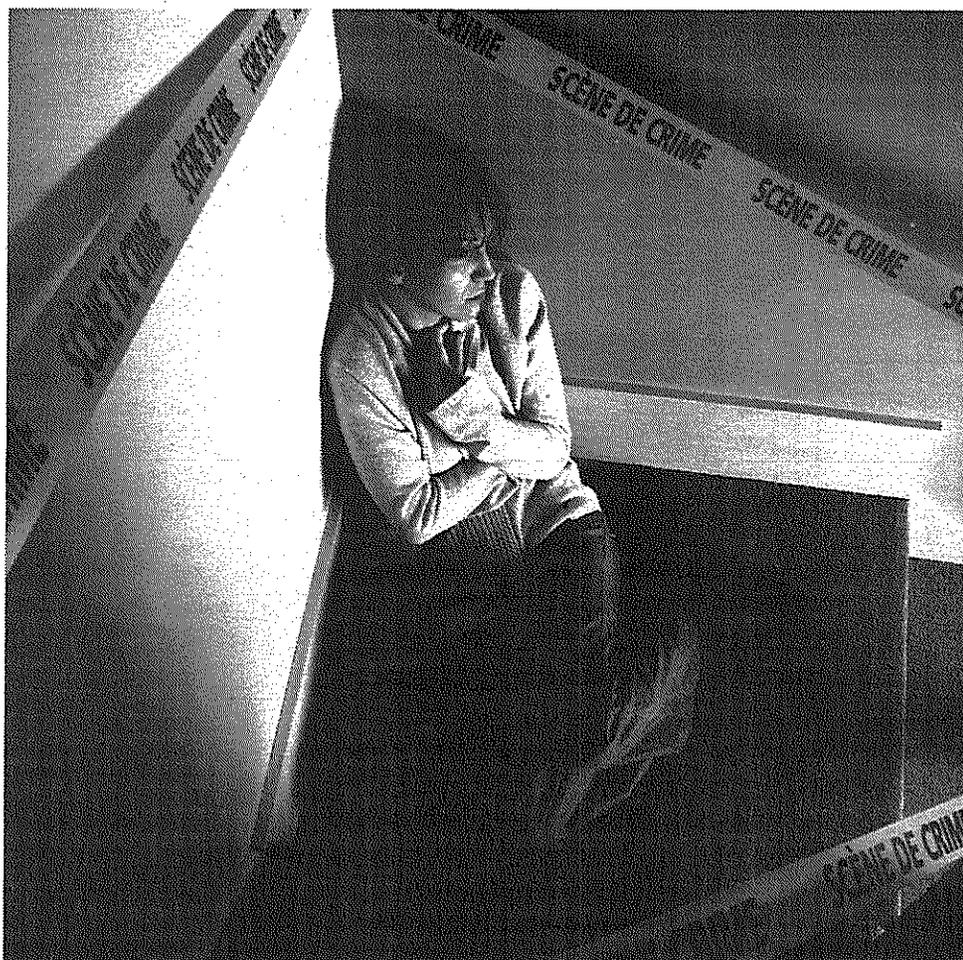
**Ne pas y aller par quatre chemins** - L'expression date de 1656. Certains parlent du destin, et le représentent sous la forme d'une croisée de chemins : quoi qu'il arrive et quel que soit celui qu'on décide de prendre, on parviendra au même résultat ; simplement, si on ne choisit pas le « bon » chemin, le chemin le plus direct, on perdra du temps et de l'énergie. C'est cette idée que

véhicule l'expression. Les quatre chemins étant ceux qui forment la croisée. Peut-être en lien avec les quatre points cardinaux ? L'expression est souvent employée pour qualifier une personne qui a pu choquer par sa franchise, jugée peu diplomatique. Mais, si elle traduit un certain désaccord, celui-ci porte uniquement sur la manière de « faire », mais pas sur ce qui a été dit.

**Avoir l'estomac dans les talons** - À l'origine, l'expression argotique date de 1898 : « Avoir l'estomac dans les gadins » (gadin signifiant soulier). Si on étudie l'expression d'un point de vue physiologique, sa signification peut être liée à l'impression que, lorsqu'on a faim, notre estomac devient le centre de notre attention, annihilant toute autre sensation et semblant remplacer toute la partie inférieure de notre corps. Mais cette explication, proposée par messieurs Rey et Chantreau, qui se fonde sur un rapprochement implicite avec marcher sur son estomac ne convainc pas les auteurs eux-mêmes...

Les talons ont beau ne pas être une partie du corps particulièrement mise en lumière, la mythologie grecque ne s'est pas trompée sur leur grande importance pour notre équilibre... comme le démontre l'expression « Avoir un talon D'Achille »...

Source : *Nouveau regard*, le journal des membres de l'APHVE, janvier 2006



CAVAC

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES  
D'ACTES CRIMINELS

Formé pour vous épauler

Un soutien professionnel,  
gratuit et confidentiel  
aux victimes et à leurs proches

1 866 LE CAVAC • www.cavac.qc.ca

Desjardins  
Sécurité financière

Justice  
Québec

## La fin du chant

C'est au cœur des vastes steppes mongoles que la famille de Schuumur a jeté sa yourte. Dans ce décor plus grand que nature, les déchirements de cette famille, racontés à mi-mots, sont exprimés par le biais du drame d'une jument qui vient de perdre son poulain et qui se refuse à en nourrir un autre, orphelin depuis peu. Sur ces terres où la vie des hommes est étroitement liée à celles des animaux, la survie dépend de la capacité de chacun de non seulement abandonner sa solitude, mais d'aimer.

Cette Mongolie aux accents de légendes, aux luttes entre clans et aux rites chamaniques est en mutation ; ses traditions et ses habitants migrent vers la ville et ses promesses. La jeune Dombuk, qui rêvait de devenir chamane, ne parvint pas à survivre à ces transformations : « L'époque qui avait fait brutalement irruption ne laissait pas de place aux retardataires. » Les horloges se substituent au soleil et à la lune, le travail en usine à celui de l'élevage.



Galsan Tschinag est né en Mongolie en 1994 dans une famille d'éleveurs nomades. Publié d'abord en allemand puisqu'il profita d'études universitaires dans ce pays, ses œuvres sont traduites depuis huit ans en français. Il habite actuellement la capitale mongole, Oulan-Bator. Galsan Tschinag, par le biais de ses œuvres, s'impose comme un ardent défenseur des coutumes et traditions de son peuple.

Source : Alexandra Gilbert, Journal Alternatives, Vol. 12, n° 2 / octobre 2005

TSCHINAG, Galsan. *La fin du chant*, Éditions L'Esprit des péninsules, Paris, 2005 (2001 pour l'édition originale en allemand). 182 pages

## La promesse d'Oslo

Voici un très beau roman, tout en douceur et en simplicité. Un peu de douleur aussi. Gilles Rozier, avec *La promesse d'Oslo*, nous amène à Jérusalem, dans la vie d'une mère endeuillée, Sharon. Une femme juive orthodoxe vient de perdre son fils dans un attentat suicide. Son seul fils Eli, à peine 20 ans, qui avait décidé de faire son service militaire, même si la loi lui permettait à lui et aux autres jeunes de sa communauté de s'en abstenir. Tous les autres avaient plutôt pris le chemin de la maison d'études. « *Eli n'était pas d'accord, quand tu vis dans un pays tu fais comme tout le monde, s'il y a trois ans d'armée tu fais trois ans, après tu vas étudier mais d'abord l'armée pour pouvoir regarder les gens sans baisser les yeux dans l'autobus à la poste chez l'épicier.* »

Mais voilà le seul fils de Sharon meurt, non pas en service mais alors qu'il rentrait à la maison et s'était arrêté pour lui acheter des fleurs. Sharon a 42 ans et son mari l'a divorcée car elle n'arrivait plus à enfanter. Elle n'avait qu'une vie, qu'un destin, son fils, Eli. Mais Eli n'est plus.

Commence alors la vie lente, sans vie, de Sharon, qui continue chacun des gestes convenus du quotidien d'une femme religieuse. Elle continue aussi à se rendre à la maison de vieux où elle officie aux cuisines. Mais le quartier, la voisine, la maison l'étouffent. Elle déménage, fait la rencontre d'une femme qui a le même âge qu'elle, mais qui n'est pas religieuse. Celle-ci, Magda, a un enfant après insémination. Et si elle, Sharon,

faisait de même ? Le livre dit « *Croissez et multipliez* ». Le rabbin, humain, lui dit que dans ce cas il ne faut pas que le père



soit juif. Il faut donc aller là où il n'y a pas de juifs, comme en Norvège, à Oslo par exemple.

Gilles Rozier est né en 1963 à Grenoble. Il a déjà publié quel-

ques romans, dont trois chez Denoël : *Par-delà les monts obscurs*, 1999 ; *Moïse fiction*, 2001 ; *Un amour sans résistance*, 2003 (traduit dans treize pays) ; ainsi qu'un récit, *Fugue à Leipzig*, 2005. Également l'auteur d'une thèse de littérature yiddish, il a les rênes de la bibliothèque Medem à Paris avec l'intention de faire sortir le yiddish de ses étagères poussières. Et en 2003, il a ouvert la Maison de la culture yiddish dans un hôtel particulier du 9<sup>e</sup> arrondissement, question de faire connaître au plus grand nombre la culture ashkénaze.

Source : France-Isabelle Langlois, Journal Alternatives, Vol. 12, n° 2 / octobre 2005

ROZIER, Gilles. *La promesse d'Oslo*, Éditions Denoël, Paris, 2005, 192 pages

## Le Cojité et le projet PPP

Le Collectif jeunesse internationale de l'Estrie (Cojité) organise un projet PPP ou projet de participation du public « Jeunes pour la paix ». Ce projet portera sur les conflits armés et la situation des droits humains dans certaines régions ciblées de la planète. L'événement est ouvert à tous et à toutes.

**Le projet PPP a pour but de conscientiser la jeunesse estrienne face aux conflits militaires armés et à l'implication du Canada dans ces conflits.**

Toutes les activités se dérouleront à l'école secondaire Mitchell-Montcalm 2050, boulevard de Portland, à Sherbrooke.

La rencontre se déroulera du vendredi soir au dimanche après-midi les 24, 25 et 26 mars 2006.

**Conférences, ateliers, groupes de discussion et soirée festive avec animation et musique vous attendent !**

**Objectif : Écrire un Manifeste pour la paix**



Collectif jeunesse internationale de l'Estrie

Pour plus d'informations, écrire au [cojite@hotmail.com](mailto:cojite@hotmail.com)

## ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

Régulier : 15 \$  Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_ abonnement(s) adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_



## Document

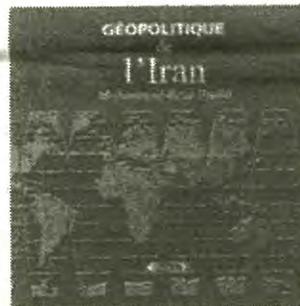
### Géopolitique de l'Iran

Voici un petit livre pas bête du tout, et qui peut être d'une grande utilité, par les temps qui courent, à qui veut faire quelque effort pour essayer de mieux comprendre et saisir la complexité de ce monde. Avec tableaux synthèses et cartes géographiques à l'appui. Dans l'aventure américaine en Irak, l'Iran n'est certainement pas un acteur négligeable, voisin ennemi qu'il est de l'Irak depuis si longtemps.

Seul pays chiite du monde musulman, l'Iran est un paradoxe géopolitique et une énigme politique. À l'intersection des mondes arabe, turc, indien et russe, son territoire est un point de passage, un espace de contacts et de communication. Berceau d'une grande culture et d'une histoire politique, mili-

taire et religieuse qui auront pesé de tout leur poids dans la définition et la construction du monde depuis des siècles, l'Iran n'a eu de cesse d'exercer une influence bien au-delà de ses frontières. Spécialiste du Moyen-Orient et du monde iranien, Mohammad-Reza Djalili, d'origine suisse, et professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), ainsi qu'à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) à Genève.

Source : F.-I.L. Journal Alternatives, Vol. 12, n° 2 / octobre 2005  
DJALILI, Mohammad-Reza. *Géopolitique de l'Iran*, Éditions Complexe, Paris, 2005, 144 pages



### Dates à retenir en mars

- 8 mars : Journée internationale des femmes
- 15 mars : Journée mondiale des droits des consommateurs
- 21 mars : Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- 22 mars : Journée mondiale de l'eau